

[Français]

LE LIBRE-ÉCHANGE

LA CRÉATION D'EMPLOIS

Mme Gabrielle Bertrand (Brome—Missisquoi): Monsieur le Président, durant la dernière campagne électorale, mon adversaire libéral a parcouru la circonscription en affirmant partout et sur toutes les tribunes que le libre-échange n'aurait rien de valable et serait néfaste pour Brome—Missisquoi. Non seulement se trompait-il royalement, mais il insultait ainsi la centaine d'industriels de ma circonscription qui connaissent un dynamisme peu commun. En effet, entre 1984 et 1988, plus d'un milliard de dollars ont été investis dans Brome—Missisquoi; 1 600 emplois permanents, 1 400 emplois temporaires ont été créés. Chez nous, on n'a pas peur du libre-échange, chez nous, on a foi dans l'avenir. La preuve: il y a deux semaines, la Dominion Textiles, une entreprise supposément vulnérable, a annoncé la création de 200 emplois à Magog. Hier, la General Electric annonçait un investissement de 40 millions de dollars, la création de 210 nouveaux emplois et la consolidation de 150 emplois. Cela veut dire 560 emplois dans deux semaines dans Brome—Missisquoi! Le chef de l'opposition qualifiera peut-être cela de marginal, mais pour moi, c'est l'avenir des jeunes de ma circonscription, et c'est une excellente nouvelle.

* * *

LES MINESLES INVESTISSEMENTS AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
D'UNE ENTREPRISE DE VAL D'OR

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, la Société Espalau de Val d'Or investit aux États-Unis et vient de former, par le biais de Forage Moderne, une nouvelle filiale américaine qui portera le nom de Modern International Inc. Cette Société opérera dans le domaine du forage d'exploration aux États-Unis et principalement au Nevada. Dès février 1989, elle sera en mesure de commencer ses opérations.

Modern International Inc. sera détenue à 70 p. 100 par la filiale Forage Moderne de Val d'Or. Par cet investissement, elle se donne accès à un nouveau marché dans une région où l'activité d'exploration minière est très fébrile.

Monsieur le Président, voilà l'action des gens d'affaires dynamiques de l'Abitibi face au libre-échange.

Article 31 du Règlement

[Traduction]

LES AFFAIRES MUNICIPALES

LES USINES DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): A l'heure actuelle, dans pratiquement toutes les municipalités de l'est de l'Ontario et d'un bout à l'autre du Canada, les autorités municipales sont aux prises avec des infrastructures qui se désagrègent à grande vitesse. Les capitaux nécessaires pour les remettre en état dépassent de loin leurs moyens.

Il faudrait des millions de dollars pour moderniser les usines de traitement des eaux usées et les porter à un niveau de fonctionnement acceptable. Dans la seule région de l'est de l'Ontario, on a découvert que 38 usines ne répondaient pas aux normes provinciales et qu'il arrive souvent que des eaux vannes soient déversées dans nos cours d'eau. Ce type de pollution est un crime pour l'environnement et il faut l'enrayer.

Le gouvernement fédéral doit collaborer avec les autorités provinciales et municipales et assumer sa part de ces coûts. J'exhorte la Chambre à intervenir rapidement.

* * *

LES ENFANTS

LE SORT DES ENFANTS PAUVRES

Mme Dawn Black (New-Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, à Noël, on fait bonne chère en compagnie de sa famille et de ses amis. On gâte ses proches, surtout ses enfants.

Qu'il est triste de penser que, ce Noël-ci, plus d'un million d'enfants vivant dans des familles pauvres seront déçus. N'est-il pas absurde que, dans un pays aussi riche que le nôtre, un enfant sur six soit mal nourri, mal logé et mal vêtu? Par notre mesquinerie et notre attitude dépassée en matière de politique sociale, nous compromettons les perspectives d'avenir de tous ces enfants.

● (1415)

Selon le Groupe d'action positive contre la pauvreté infantine, plus de 300 000 enfants vivent dans la pauvreté en Ontario, notre province la plus riche. Dans ma province, en Colombie-Britannique, on compte 126 300 enfants défavorisés qui vont à l'école le ventre creux, ce qui dépasse de loin la moyenne nationale.

Le Conseil national du bien-être social signale que le gouvernement fédéral réduit systématiquement de 3 p. 100 par an les prestations destinées aux enfants.